

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1912.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1903 ayant pour objet la répression des fraudes commises au moyen de la margarine (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MAES.

MESSIEURS,

Ce projet a été adopté en sections, le 29 mars 1910.

EN 1^{re} section à l'unanimité.

— 2^{me} — — moins une abstention.

— 3^{me} — à l'unanimité.

— 4^{me} — —

— 5^{me} — — par 7 voix et 6 abstentions.

6^{me} — — — 10 — 2 —

La section centrale a consacré plusieurs séances à la discussion de la proposition de loi.

Elle s'est inspirée des observations des délégués de la Société nationale de laiterie, qu'elle a reçus au cours d'une de ses séances et a demandé l'avis du service de l'inspection des denrées alimentaires.

Il est incontestable que des modifications à la loi du 12 août 1903 s'imposent, les fraudes étant par trop fréquentes, mais on ne peut innover dans ces matières qu'avec une prudence extrême, à raison de la complexité d'intérêts et la difficulté d'atteindre efficacement les fraudeurs, sans mettre en péril les producteurs, fabricants et marchands honnêtes.

(1) Proposition de loi, n° 151 (session de 1908-1909).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Colfs, Gravis, Horlait, Berloz, Standaert et Maes.

EXAMEN DES ARTICLES.

ART. 2.

Alinéa 3 : Le projet proposait de rédiger cet alinéa :

« Ne sont pas considérés comme graisses alimentaires » remplaçant la rédaction actuelle : « Ne tombent pas sous l'application de la présente loi, les produits accessoires de la charcuterie et de la boucherie, simplement fondus et exposés en vente dans les récipients même dans lesquels des produits ont été coulés et refroidis. »

L'exposé des motifs justifiait cette proposition par la contradiction apparente de la rédaction actuelle avec le texte de l'article 7, alinéa 3, qui défend aux producteurs ou préparateurs de beurre de détenir de la margarine, des graisses alimentaires ou d'autres matières grasses comestibles, dans les établissements où est fabriqué et préparé du beurre destiné à la vente, et l'on y disait que le but de cet alinéa était uniquement de dispenser ces produits de l'obligation d'addition de substances révélatrices. Ce sont des mélanges de graisses de divers animaux donc des graisses alimentaires au sens légal du mot.

Il est simplement accordé à ces graisses alimentaires une faveur *ratione loci*. Aussitôt qu'elles ne sont plus dans les récipients dans lesquels elles ont été coulées et refroidies, elles sont soumises à toutes les dispositions de la loi. De plus, il est inexact de dire que leur détention serait autorisée dans les conditions de l'article 7, alinéa 3. Les saindoux, les graisses de bœuf, qui ne tombent pas non plus sous l'application de la présente loi, ne peuvent cependant pas y être détenus comme étant des graisses comestibles. Cette modification est donc inutile.

ART. 3.

La proposition d'y ajouter les mots : « ou d'autres matières grasses » se justifie bien qu'elle ait été rejeté lors de la discussion de la loi actuelle.

Le législateur a évidemment voulu empêcher l'incorporation au beurre de toutes matières grasses n'importe lesquelles. L'importance de cette modification ne paraît pas cependant bien considérable, car on ne peut guère mélanger au beurre des graisses diverses, telles que : le coco, l'oleo-margarine, le neutral lard, (sauf l'huile), sans une manipulation préalable qui en fait des graisses alimentaires au sens de la loi. Mais les huiles, bien qu'elles puissent être mélangées au beurre, ne sont pas comprises dans le libellé actuel. D'autres matières grasses pourraient également être mélangées au beurre par un perfectionnement de procédé inconnu jusqu'à ce jour. Le texte ne saurait donc être trop général.

ART. 5.

La proposition de refondre, en un seul et même texte législatif, la loi du 12 août 1903 et les arrêtés royaux des 20 octobre 1903, 18 septembre et 21 novembre 1904, a été faite à la section centrale.

Cette opinion n'y a pas prévalu cependant, à cause de la trop grande immutabilité d'un texte législatif. Le règlement de ces détails est intimement lié à l'organisation des services d'inspection et les conditions de l'industrie peuvent rendre utiles et nécessaires le changement, à bref délai, des substances à ajouter à la margarine.

ART. 6.

L'ajoute du mot « importées » a été critiquée parce qu'inutile. L'article 5, paragraphe 5, de la loi du 12 juillet 1893 dit, en effet, que « le Gouvernement est autorisé à prohiber, à l'entrée, les produits alimentaires dont les similaires indigènes sont soumis aux règlements spéciaux relatifs aux falsifications si ces produits ne réunissent pas les conditions exigées pour la mise en vente des produits similaires, fabriqués ou préparés dans le pays ».

Le Gouvernement est donc armé. De plus, les denrées importées tombent quand même sous l'application de la loi, comme sortant des fabriques ou des dépôts, comme transportés ou détenus pour la vente, etc.

La section centrale a cependant maintenu le mot « importées », afin que les personnes non initiées parfaitement à cette législation assez compliquée et délicate, ne puissent avoir aucun doute à cet égard.

La section centrale propose l'addition, à l'article, d'un paragraphe 5, rédigé de la façon suivante :

Pour le commerce de détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de cet emballage seront réglés par arrêté royal.

Cette disposition a pour but d'empêcher la fraude par substitution.

ART. 7.

Les auteurs de la proposition voudraient voir insérer, entre les alinéas 3 et 4 de l'article 7, le texte suivant : « Cette défense ne s'applique pas aux huiles alimentaires liquides à la température de 15 degrés centigrades ».

L'article 7 établit une distinction suivant qu'il s'agisse :

A. De commerce fait par des non-fabricants.

B. Ou bien de fabrication et de préparation de beurre, margarine, graisses alimentaires, etc.

A. Pour ce qu'il en est du commerce, il s'agit d'empêcher la fraude *par substitution*, la loi défendra donc :

1° La vente et l'exposition en vente simultanée, de beurre et de margarines ou graisses alimentaires, dans le même local.

2° La détention de margarine ou de graisses alimentaires dans des locaux où se trouve du beurre, destiné au commerce.

Les margarines et les graisses alimentaires sont seules visées ici, à raison de leur similitude au point de vue de leur apparence extérieure, qui les rend susceptibles d'être substituées au beurre.

Les huiles comestibles ne participent donc pas à ces défenses et pourront être détenues dans les conditions des 1° et 2°.

B. A l'égard des fabricants et préparateurs, la loi se montre plus sévère, car elle vise ici les fraudes *par mélange*.

Aucune matière grasse comestible ne pourra donc être détenue par les producteurs ou préparateurs de beurre, là où se fait cette fabrication ou préparation en vue de la vente.

Or, les huiles comestibles peuvent parfaitement, lors de l'opération du barattage, être incorporées au beurre, de même que les graisses fondues. Cette fraude, habilement faite, est pour ainsi dire indécélable. Il convient donc de l'éviter à tout prix.

La section centrale a été d'avis qu'il ne convenait pas d'admettre l'exception proposée.

« L'ajoute *in fine* du paragraphe suivant, proposée par les auteurs, devra donc disparaître également, comme une conséquence nécessaire de la non-adoption de l'exception pour les huiles alimentaires liquides.

L'on proposait encore d'ajouter à l'article 7 une disposition nouvelle.

« Il est défendu, sans déclaration préalable, de détenir dans les établissements où l'on fabrique ou prépare du beurre, de la margarine ou des graisses comestibles, des appareils pouvant servir à cette fabrication ou préparation. »

Ce texte équivaut à dire que les cultivateurs, par exemple, devront faire la déclaration préalable, qu'ils entendent fabriquer du beurre et cela est inadmissible.

Cette disposition nouvelle visait plus spécialement, non la détention d'appareils ordinaires, servant à la fabrication ou préparation du beurre, mais celle des instruments spéciaux servant uniquement à mélanger entre elles des matières grasses, et l'on aurait parfaitement pu modifier le libellé dans ce sens.

Mais encore ce serait parfaitement inutile.

En effet, le mélange de matières grasses au beurre étant défendu aux termes de l'article 3 et puni par l'article 13, les détenteurs de ces appareils, fabricants de beurre, n'auraient garde d'attirer par cette déclaration sur leurs faits et gestes délictueux l'attention du service d'inspection.

Il serait plus pratique d'ajouter à l'article 7, le texte suivant :

La détention d'appareils pouvant servir uniquement à opérer des falsifications de beurre, par addition au beurre de matières grasses ou d'eau, est interdite.

Ces appareils seront déterminés par arrêté royal.

La section centrale s'est ralliée à cet avis.

ART. 9.

On ajoutera le mot « importées » pour les mêmes motifs qu'à l'article 6.

ART. 11.

Paragraphe premier. — Ne peuvent être « importées », préparées, etc.

Paragraphe C. — Les auteurs du projet proposent :

1° La suppression du texte actuel du paragraphe C, suppression qui se

justifie parfaitement. La conception des beurres anormaux ne repose plus sur aucune donnée scientifique. Tout le monde est d'accord là dessus. L'exposé des motifs expose très bien cette question ;

2° Le remplacement de ce paragraphe C, par le texte suivant :

« Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices, les margarines et les graisses alimentaires destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres provenant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction, les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté, émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées par les deux alinéas ci-dessus pourront être arrêtés à la frontière jusqu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification, ou que le certificat de pureté aura été altéré. »

L'exposé des motifs développe très bien les raisons qui militent en faveur de cette disposition nouvelle.

L'on peut objecter, cependant, que cette disposition aurait pour effet de nous mettre à la merci de l'étranger. Celui-ci, tout en instituant un système de contrôle théoriquement excellent, peut en surveiller mal l'exécution et peut être même favoriser plus ou moins intentionnellement les fraudes de ses nationaux à notre détriment.

Le dernier alinéa du paragraphe 6 a pour but de parer à cet inconvénient, mais encore est-il difficile, sinon impossible, de savoir si les beurres anormaux sont purs ou falsifiés, et lorsque ces beurres seront suspects le seul moyen serait de faire une enquête à l'étranger dont le résultat dépendra vraisemblablement de la bonne ou mauvaise volonté de cet étranger et en somme de l'intérêt qu'il aurait ou non à l'établissement de la vérité.

Bien que ces objections soient excessivement sérieuses, la section centrale a estimé qu'il faut maintenir le texte proposé par les auteurs parce qu'il aura du moins l'avantage incontestable d'interdire de façon absolue l'entrée en Belgique de beurres provenant de pays où rien ne serait fait dans le but de contrôler la fabrication et la préparation de ces produits.

Paragraphe D. — La fraude la plus généralement employée consiste dans l'addition au beurre d'une quantité plus ou moins grande d'eau. Il est vrai que la législation arme le gouvernement, mais de manière théorique seulement. Les beurres contenant plus de 18 pour cent d'eau, de caséine et de lactose ne peuvent être vendus, à moins d'être renfermés, pour le commerce de détail, dans des emballages en papier ou en carton maintenus par une ficelle croisée scellée et plombée.

Ces paquets doivent être munis d'une étiquette imprimée indiquant la nature et la proportion exacte des substances autres que la nature grasse et le sel que le beurre contient. Mais les falsificateurs ont trouvé des moyens

faciles et nombreux de frauder quand même et notamment le suivant : ils se conforment aux prescriptions de l'arrêté royal, mais au moment de remettre la marchandise, ils en détachent habilement l'étiquette, de sorte que l'acheteur ignore presque toujours avoir acheté un produit de valeur inférieure, acquis cependant au prix du beurre pur.

Le but de cette réglementation était, non pas de permettre la vente de beurres additionnés d'eau, mais de ne pas rendre impossible la vente de beurres qui, par suite d'un défaut de fabrication accidentel, peuvent être insuffisamment débarrassés d'eau ou de petit lait. Ce but n'a pas été atteint, puisque les petits producteurs, que l'on n'a pas voulu désavantager, ne sont pas en mesure de satisfaire à ces conditions d'emballage.

Les falsificateurs qui, eux, savent exactement la quantité de non-beurre que leurs produits renferment, en ont savamment et copieusement profité; ils en sont arrivés à incorporer au beurre, une quantité d'eau pouvant aller jusqu'à 50 %, et même 60 %, et atteignant couramment 55 %.

Il convient de faire cesser ces fraudes par trop fréquentes. C'est le résultat que les auteurs ont voulu atteindre en proposant, à l'article 11, un paragraphe nouveau ainsi conçu :

« Les beurres additionnés d'eau, ou dans lesquels on a laissé intentionnellement un excès d'eau ».

Mais où sera la limite et qui la fixera : ils n'en disent rien ?

La section centrale a estimé qu'il fallait aller plus loin en fixant cette limite par un texte de loi.

L'on a objecté que ce système a pour inconvénient de porter atteinte à la liberté commerciale, ce qui serait contraire à l'esprit de la loi de 1890, qui consacre cette liberté.

La section centrale ne s'est pas ralliée à cet avis. La liberté ne doit pas aller jusqu'à la licence, d'ailleurs l'article premier de la loi de 1890 permet parfaitement de restreindre la liberté « dans le but d'empêcher les tromperies et les falsifications. »

On comprend d'ailleurs assez peu l'intérêt que pourrait avoir le consommateur à acheter, même à un prix proportionnellement moindre un produit frelaté.

Or, l'expérience a précisément démontré que l'on achète toujours ce produit d'une valeur inférieure au prix d'une marchandise irréprochable. L'acheteur que la loi a pour devoir de protéger est donc l'infaillible dupe du commerçant peu scrupuleux.

La section centrale propose la fixation de la teneur maxima en eau à 15 p. c.

Ce chiffre maximum paraît suffisamment élevé, puisque les petits producteurs pourront arriver facilement par un travail simplement manuel, à débarrasser le beurre d'un excès d'eau et de petit lait à concurrence de ce chiffre.

Le texte du paragraphe D de l'article 11 sera donc le suivant :

Le beurre contenant plus de 15 p. c. d'eau.

Paragraphe E. — La section centrale a suivi le même principe quant à la contenance de substances autres que la matière grasse, le sel ou l'eau. Cette contenance maxima a été fixée à 2 p. c.

Le texte sera donc :

« Les beurres renfermant, soit par suite d'un défaut de fabrication ou autrement, plus de 2 p. c. de substances autres que la matière grasse extraite du lait, le sel ou l'eau. »

La section centrale en a excepté cependant les substances antiseptiques que le beurre ne pourra contenir en aucun cas, quelque minime qu'en soit la quantité. Il importe, en effet, que le Gouvernement soit armé, afin d'empêcher absolument l'introduction de beurres étrangers conservés au moyen de substances antiseptiques et notamment les beurres boriqués d'Australie. Cette disposition se justifie par des motifs de santé publique.

On ajoutera donc au paragraphe *E* : « Le beurre ne pourra, en aucun cas, contenir aucune substance antiseptique, quelque minime qu'en soit la quantité. »

Quant à la margarine, faut-il fixer également le maximum d'eau qu'il serait permis d'incorporer à la margarine ?

L'on a objecté que la margarine est une marchandise fabriquée dans des conditions tellement variables que l'on pourrait la dénommer en quelque sorte un produit de fantaisie. Elle est d'ailleurs définie à l'article 2 dans les termes que voici : Toute substance ou préparation propre à l'alimentation offrant *de l'analogie* avec le beurre au point de vue des caractères extérieurs. Il serait difficile de faire de la haute précision en face d'une telle généralité. La section centrale a donc estimé qu'il ne fallait rien innover dans cet ordre d'idées.

ART. 12.

La section centrale a excepté sans objection l'ajoute du mot et de « préparation » qui n'a même pas besoin d'être justifiée.

ART. 13.

1^{er} alinéa. — La section centrale complète par l'ajoute du mot « importé » comme conséquence de son adoption antérieure.

In fine : Les productions indiquées aux lettres *A, B, C, D, E* de l'article 11 :

a. Ajouter le mot « importé »;

Au 1^o : b. Les produits indiqués à l'article 11, litt. *A, B, C, D, E*.

Au 2^o : Ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, l'article 11 étant entièrement visé au 1^o de l'article 13.

Ces modifications ont été introduites dans le but de mettre l'article 13 en concordance avec le texte nouveau, et parce que la section centrale a été d'avis qu'il fallait punir des mêmes peines, les infractions à tous les lettres de l'article 11, en distinguant seulement suivant qu'elles auront été commises sciemment ou de bonne foi.

Telles sont les modifications à la loi du 12 août 1905, émanant des délibérations de la section centrale et que celle-ci prie la Chambre de bien vouloir adopter.

Le Rapporteur,

J. MAES.

Le Président,

E. NERINCX.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 5.

Rédiger cet article comme il suit :

Les mélanges de margarine, de graisses alimentaires ou d'autres matières grasses et de beurre (1) sont interdits. Toutefois, la margarine destinée à la vente peut contenir jusqu'à 10 p. c. de matière grasse provenant du lait.

ART. 6.

Compléter le texte comme il suit :

La margarine ou les graisses alimentaires importées ou sortant des fabriques ou des dépôts des marchands de gros, seront expédiées ou livrées dans des récipients dont la matière, les formes, les dimensions et les marques sont déterminées par arrêté royal.

Toutes les faces de ces récipients porteront l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire », tracée en caractères distincts d'au moins deux centimètres de hauteur, ainsi que le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant ou du marchand.

Pour le commerce du détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de cet emballage seront réglés par arrêté royal.

(1) Les mots : « faits en vue du commerce » sont supprimés.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 5.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Het vermengen (1) van margarine, voedende vetwaren of andere vetstoffen met hoter is verboden. De voor den verkoop bestemde margarine mag echter tot 10 t. h. vetstof, voortkomende van melk, bevatten.

ART. 6.

Den tekst aan te vullen als volgt :

Margarine of voedende vetwaren, ingevoerd of komende uit fabrieken of uit bergplaatsen van kooplieden in 't groot, worden verzonden of geleverd in verpakkingen waarvan de stof, de vorm, de afmetingen en de merken bij koninklijk besluit worden bepaald.

Deze verpakkingen dragen aan alle zijden het opschrift « margarine » of « voedende vetwaar », met goed te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte, benevens den naam of de firma en het adres van den fabrikant of van den koopman.

Voor den handel in 't klein wordt de verkoop van margarine of voedende vetwaren niet anders toegelaten dan in toegebonden en met lood verzegelde pakken. De bijzonderheden van deze verpakking worden bij koninklijk besluit geregeld.

(1) De woorden : « met het oog op den handel » vervallen.

ART. 7.

Ajouter in fine la disposition suivante :

La détention d'appareils pouvant servir uniquement à opérer des falsifications, par addition au beurre de matières grasses ou d'eau, est interdite.

ART. 9.

Rédiger cet article comme il suit :

Tous les récipients ou enveloppes dans lesquels *les margarines* ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente, etc. (Le reste comme à l'article.)

ART. 11.

Modifier cet article comme il suit :

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, transportés, mis en vente, débités, exposés en vente, détenus pour la vente ou pour la livraison dans les magasins, boutiques, échoppes ou tout autre lieu :

A. La margarine et les graisses alimentaires mentionnées au premier et au deuxième alinéas de l'article 2 qui ne satisfont pas aux conditions fixées en vertu de l'article 5;

B. Tout mélange de beurre et de matière grasse quelconque, sauf la tolérance admise par le dernier alinéa de l'article 3.

C. Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices les margarines et les graisses alimentaires destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres pro-

ART. 7.

Aan 't slot de volgende bepaling toe te voegen :

Het in bezit hebben van toestellen, enkel kunnende dienen tot het bewerken van vervalschingen, door toevoeging van vetstoffen of water aan de boter, is verboden.

ART. 9.

Dit artikel te doen luiden als volgt:

Alle vaten of omhuulsels, waarin *margarine* of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gezet, of bewaard om verkocht of geleverd te worden, enz. (Het overige zooals in het artikel.)

ART. 11.

Dit artikel aldus te wijzigen :

Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, vervoerd, te koop gezet, in 't klein verkocht, uitgesteld, voor den verkoop of voor de levering bewaard in magazijnen, winkels, kramen of eenig ander lokaal :

A. De margarine en de voedende vetwaren, vermeld in het 1^{ste} en 2^{de} lid van artikel 2, die niet voldoen aan de uit kracht van artikel 5 bepaalde vereischten ;

B. Elk mengsel van boter met eenige vetwaar, behoudens hetgeen is toegelaten door het laatste lid van artikel 3;

C. De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende vetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands als voor den uitvoer, te mengen met herkenningmiddelen, als-

venant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté, émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées par les deux alinéas *ci-dessus* pourront être arrêtés à la frontière, jusqu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification, ou que le certificat de pureté *aura* été altéré;

D. Les beurres contenant plus de 15 p. c. d'eau.

E. Les beurres renfermant, soit par suite d'un défaut de fabrication ou autrement, plus de 2 p. c. de substances autres, que la matière grasse extraite du lait, le sel ou l'eau.

Le beurre ne pourra, en aucun cas, contenir aucune substance antiseptique, quelque minime qu'en soit la quantité (1).

ART. 13.

Modifier cet article comme il suit :

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 fr. à 200 fr. ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sciemment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis

(1) Le litt. F est supprimé.

mede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.

Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van zuiverheid, afgegeven door een dienst van contrôle, door de Regeering of onder haar toezicht ingericht.

De boter, voldoende aan de vereischten gesteld in de twee bovenstaande alinea's, mag aan de grens, tot na onderzoek, worden opgehouden, wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van zuiverheid *werd* vervalscht;

D. De boter houdende meer dan 15 t. h. water;

E. De boter houdende, hetzij door een gebrek van bereiding of anderszins, meer dan 2 t. h. zelfstandigheden, andere dan de vetstof getrokken uit melk, zout of water.

De boter mag, in geen geval, bevatten eenige bederfwerende stof, hoe klein de hoeveelheid daarvan ook zij (1).

ART. 13.

Dit artikel aldus te wijzigen :

Zij, die de voortbrengselen, in litteras A, B, C, D, E van artikel 11 aangeduid, willens en wetens invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoeren, te koop zetten, verkopen, slijten, uitstellen, voorhanden

(1) Litt. F vervalt.

en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués aux lettres A. B. C. D. E. de l'article 11 (1).

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera (2) et inséré, en entier ou par extraits, dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

Les dispositions de l'article 7 de la loi du 4 août 1890 sont applicables à l'exécution des dispositions de l'article 12.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par les lettres A. B. C. D. E. de l'article 11 (3) et par l'article 12.

Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :

1° Ceux qui, de bonne foi, auront importé (4), mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués à l'article 11, lettres A. B. C. D. E.

hebben om te worden verkocht of geleverd (1), worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank, of met slechts ééne van deze straffen.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeeling wegens eene overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat, op kosten van den veroordeelde, het vonnis zal worden aangeplakt op de plaatsen door haar aan te wijzen (2), en, geheel of gedeeltelijk, opgenomen in bladen, eveneens door haar aan te duiden.

De bepalingen van artikel 7 der wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de uitvoering der bepalingen van artikel 12.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij letters A, B, C, D, E van artikel (3) 11 en bij artikel 12.

Met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 worden gestraft :

1° Zij die, te goeder trouw, de in artikel 11, letters A, B, C, D, E, aangeduide voortbrengselen invoeren (4). te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd;

(1) Les mots : « et ceux qui auront contrevendu aux alinéas 2 et 3 de l'article 7 » sont supprimés.

(2) Les mots : « pendant un temps qu'il déterminera » sont supprimés.

(3) Les mots : « par les alinéas 2 et 3 de l'article 7 » sont supprimés.

(4) Le mot : « transporté » est supprimé.

(1) De woorden : « alsmede zij, die de alinéas 2 en 3 van artikel 7 overtreden », vervallen.

(2) De woorden : « gedurende een tijd dien zij bepaalt » vervallen.

(3) De woorden : « bij letters 2 en 3 van artikel 7 » vervallen.

(4) Het woord : « vervoeren » vervalt.

(12)

(1)
(Nr 169)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 12 Augustus 1903 waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MAES.

MIJNE HEEREN,

Dit ontwerp werd in de afdeelingen aangenomen op 29 Maart 1910 :

In de 1^{ste} afdeeling, met eenparige stemmen.

— 2 ^e	— »	—	, op eene onthouding na.
— 3 ^e	— »	—	.
— 4 ^e	— »	—	.
— 5 ^e	— »	7 stemmen en 6 onthoudingen.	
— 6 ^e	— »	10 — en 2 —	

De Middenafdeeling heeft verscheidene vergaderingen besteed aan de behandeling van het wetsvoorstel.

Ten richtsnoer dienden haar de aanmerkingen van de afgevaardigden der *Nationale Zuivelmaatschappij*, die zij op een harer vergaderingen ontving; zij won ook de meening in van den dienst van toezicht op de eetwaren.

Het is onbetwistbaar dat de wet van 12 Augustus 1905 dient te worden gewijzigd, daar er al te vaak bedrog gepleegd wordt, doch men mag in deze geene nieuwigheden invoeren dan met de meeste voorzichtigheid, uit hoofde van de talrijke en tegenstrijdige belangen, alsmede van de moeilijkheid om de knoeters doelmatig te treffen, zonder de eerlijke voortbrengers, bereiders en handelaars in gevaar te brengen.

(1) Wetsvoorstel, nr 151 (zittingsjaar 1908-1909).

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Nerinx, voorzitter, Colfs, Gravis, Horlait, Berloz, Standaert en Maes.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

ART. 2.

In het 3^e lid van dit artikel werden, volgens het voorstel, de woorden : « *Vallen niet onder de toepassing van deze wet* » vervangen door de woorden : « *werden niet beschouwd als voedende vetwaren* », zoodat gezegd 3^e lid zou luiden als volgt : « De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en » vleeschhouwersbedrijven, eenvoudig gesmolten en te koop gesteld in » dezelfde vaten waarin men deze voortbrengselen heeft overgegoten en » verkoeld, worden niet beschouwd als voedende vetwaren. »

De toelichting billijkte dit voorstel door de schijnbare tegenstrijdigheid van den bestaanden tekst met dien van artikel 7, lid 3, waarbij het aan voortbrengers of bereiders van boter verboden wordt, margarine, voedingsvetten of andere eetbare vetwaren in hun bezit te hebben in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, wordt vervaardigd of bereid, en er werd bijgevoegd dat dit lid enkel ten doel had, niet de verplichting op te leggen, herkenningmiddelen toe te voegen aan die producten. Het zijn mengsels van vet afkomstig van verscheidene dieren, dus voedingsvetten in den wettelijken zin van het woord.

Aan die voedingsvetten wordt alleen eene gunst *ratione loci* verleend. Zoodra zij niet meer voorkomen in de vaten waarin zij overgegoten en afgekoeld werden, vallen zij onder de toepassing van al de bepalingen der wet. Daarbij is het onjuist te zeggen dat het in bezit hebben van die vetwaren geoorloofd zou zijn onder de omstandigheden voorzien bij artikel 7, § 3. Reuzel en ossenvet, die niet onder de toepassing van deze wet vallen, mogen er echter niet in bezit gehouden worden als zijnde voedende vetwaren. Die wijziging is dus overbodig.

ART. 3.

Het voorstel, strekkende tot het toevoegen van de woorden : « *of andere vetstoffen* », is billijk, alhoewel het verworpen werd bij de behandeling van de tegenwoordige wet.

De wetgever heeft klaarblijkelijk willen beletten dat men om 't even welke vetstoffen zou vermengen met boter. Het belang van deze wijziging schijnt niet zeer groot, want men kan vetstoffen, zooals cocosvet, oleo-margarine, neutrallard (behalve olie), met boter bijna niet vermengen zonder eene voorafgaande bewerking, waardoor zij voedingsvetten worden in den zin der wet. De oliën, alhoewel zij met boter kunnen vermengd worden, zijn echter niet vermeld in den tegenwoordigen tekst. Andere vetstoffen zouden ook met boter kunnen vermengd worden op eene tot nu toe onbekende verbeterde werkwijze. De tekst zou dus niet algemeen genoeg kunnen zijn.

ART. 5.

In de Middenafdeeling werd voorgesteld, de wet van 12 Augustus 1903 en de koninklijke besluiten van 20 October 1903, 18 September en 21 November 1904 te vereenigen in éenen tekst.

Op dit voorstel werd echter niet ingegaan wegens de al te groote onveranderlijkheid van een wetstekst. De regeling van die bijzonderheden staat in nauw verband met de inrichting der diensten van toezicht en voor de nijverheid kan het nuttig en noodzakelijk worden, eerlang andere zelfstandigheden aan de margarine toe te voegen.

ART. 6.

Tegen het toevoegen van het woord : « *ingevoerd* » werden bezwaren aangevoerd : men beschouwde het als overbodig. Artikel 3, § 3, der wet van 12 Juli 1893 zegt : « De Regeering is gemachtigd, den invoer te verbieden » der eetwaren waarvan de inlandsche soortgelijke producten onderworpen » zijn aan de bijzondere reglementen betrekkelijk de vervalschingen, indien » die producten niet voldoen aan de vereischten voor het te koop stellen van » de soortgelijke producten, in het land vervaardigd of bereid. »

De Regeering is dus gewapend. Daarbij vallen de ingevoerde eetwaren toch onder de toepassing der wet, als komende uit fabrieken of bergplaatsen, als wordende vervoerd of in bezit gehouden voor den verkoop, enz.

De Middenafdeeling heeft echter het woord : « *ingevoerd* » behouden, opdat de personen, die niet zeer vertrouwd zijn met deze tamelijk ingewikkelde en kiesche wetgeving, niet den minsten twijfel hieromtrent zouden hebben.

De Middenafdeeling stelt voor, aan artikel 6 toe te voegen een 3^e lid, luidende als volgt :

Voor den handel in 't klein wordt de verkoop van margarine of voedende vetwaren niet anders toegelaten dan in toegebonden en met lood verzegelde pakken. De bijzonderheden van deze verpakking worden bij koninklijk besluit geregeld.

Deze bepaling heeft ten doel, het bedrag door vervanging te beletten.

ART. 7.

De onderteekenaars van het voorstel wenschen dat tusschen lid 5 en lid 4 van artikel 7 worde ingelascht de volgende tekst : « Dit verbod is niet van » toepassing op vloeibare voedende oliën ter temperatuur van 15 centi- » graden ».

Artikel 7 maakt een onderscheid naar gelang dat het geldt :

A. Een handel gedreven door niet fabrikanten;

B. Of de vervaardiging en de bereiding van boter, margarine, voedende vetstoffen, enz.

A. Wat den handel betreft, dient men het bedrag *door vervanging* te beletten; de wet zal dus verbieden :

1^o Het gelijktijdig verkoopen en te koop stellen van boter, margarine en voedingsvetten in hetzelfde lokaal;

2^o Het in bezit hebben van margarine of voedingsvetten in lokalen waar boter te koop wordt gesteld.

Alleen margarine en voedingsvetten worden hier bedoeld, omdat zij uiter-

lijk op boter gelijken, zoodat zij in de plaats van boter kunnen gesteld worden.

Die verbodsbepalingen strekken zich niet uit tot de voedende oliën; deze zullen bijgevolg mogen in bezit gehouden worden onder de omstandigheden voorzien bij de n^{os} 1^o en 2^o.

B. Voor de fabrikanten en bereiders is de wet strenger; immers, zij bedoelt hier het bedrog *door vermenging*.

Geene voedende vetwaar mag dus in bezit gehouden worden door de voortbrengers of door de bereiders van boter, ter plaatse waar die vervaardiging of die bereiding geschiedt met het oog op den verkoop.

Nu, de voedende oliën evenals gesmolten vet kunnen, bij het karnen, met boter zeer goed vermengd worden. Dit bedrog is bijna niet te ontdekken, wanneer het op handige wijze gepleegd wordt. Het moet dus, tot welken prijs ook, bestreden worden.

De Middenafdeeling was van meening, dat de voorgestelde uitzondering niet diende te worden aangenomen.

Evenzoo zullen uit het volgende lid moeten wegvallen de woorden : *Behalve de uitzondering bij het vorige lid voorzien*, voorgesteld door de ondertekenaars van het ontwerp; dit wegvallen is het noodzakelijk gevolg van het niet aannemen der uitzondering voor de vloeibare voedende oliën.

Men stelde nog voor, aan artikel 7 eene nieuwe bepaling toe te voegen :

« *Het is verboden, zonder voorafgaande aangifte, in de inrichtingen waar » men boter, margarine of eetbare vetstoffen vervaardigt of bereidt, in zijn » bezit te hebben toestellen kunnende dienen tot die vervaardiging of berei- » ding ».*

Uit dezen tekst volgt, dat de landbouwers, bij voorbeeld, eene voorafgaande aangifte zullen moeten doen, wanneer zij willen boter bereiden; dat is onaannemelijk.

Deze nieuwe bepaling bedoelde vooral, het in bezit hebben niet van gewone toestellen tot het vervaardigen of bereiden van boter, maar van bijzondere toestellen enkel dienende om vetstoffen geheel te vermengen, en men kon den tekst aldus doen luiden.

Dit ware echter geheel overbodig.

Inderdaad, aangezien het vermengen van vetstoffen met boter is verboden luidens artikel 5 en gestraft wordt overeenkomstig artikel 15, zouden de boterbereiders, die zulke toestellen in hun bezit hebben, voorzichtig genoeg zijn om niet de aandacht van den toezichtsdienst te vestigen op hunne bedrieglijke handelingen.

Het ware practischer, aan artikel 7 den volgende tekst toe te voegen :

Het in bezit hebben van toestellen, enkel kunnende dienen tot het bewerken van vervalschingen, door toevoeging van vetstoffen of water aan de boter, is verboden.

De Middenafdeeling trad tot die meening toe.

ART. 9.

Men zal het woord « *ingevoerd* » toevoegen om dezelfde redenen als bij artikel 6.

ART. 11.

Eerste lid. — Mogen niet worden « *ingevoerd* », voor den verkoop bereid, enz.

Littera C. — De ondertekenaars van het ontwerp stellen voor :

1^o De weglating van den tegenwoordigen tekst van *littera C*, wat zeer billijk is. Het begrip van abnormale boter steunt op geen enkelen wetenschappelijken grond. Daarover zijn allen het eens. De toelichting legt dit klaar uit;

2^o De vervanging van *littera C* door den volgende tekst :

« De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de » verplichting om de margarine en de voedende vetwaren, bestemd zoowel » voor het verbruik binnenslands als voor den uitvoer, te mengen met » herkenningmiddelen, alsmede de boter voortkomende uit landen die, dezen » maatregelen aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toe- » zicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben » ingevoerd.

» Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze ver- » plichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van » zuiverheid, afgegeven door een dienst van nazicht, door de Regeering of » onder haar toezicht ingericht.

» De boter, voldoende aan de vereischten waarvan sprake is in de twee » vorige alinea's, mag aan de grens, tot na onderzoek, worden opgehouden, » wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van » zuiverheid schijnt vervalscht te zijn. »

De Toelichting zet de redenen tot staving van deze nieuwe bepaling zeer goed uiteen.

Men kan nochtans opwerpen dat deze nieuwe bepaling voor gevolg zou hebben, ons aan de willekeur van den vreemde over te leveren. Deze kan een stelsel van contrôle inrichten, dat theoretisch uitstekend is, doch hij kan tevens de uitvoering daarvan slecht nagaan of zelfs het bedrog van zijne onderdanen min of meer opzettelijk begunstigen ten onzen nadeele.

Het laatste lid van paragraaf 6 heeft ten doel, dit bezwaar uit den weg te ruimen; toch blijft het moeilijk, zo niet onmogelijk te weten of de abnormale boter zuiver of vervalscht is, en, wanneer deze boter zal verdacht zijn, zou men enkel een onderzoek kunnen instellen in het buitenland; de uitslag daarvan zal wellicht afhangen van den goeden of kwaden wil van dit land, kortom, van het belang dat het zal hebben bij het al of niet openbaren van de waarheid.

Ofschoon die bezwaren zeer ernstig zijn, meende de Middenafdeeling dat de voorgestelde tekst diende te worden behouden, omdat hij althans het onbetwistbaar voordeel oplevert, op volstrekte wijze te verbieden den

invoer, in België, van boter uit vreemde landen, waar niets mocht gedaan worden om de vervaardiging van die producten na te gaan.

Littera D. — Het meest gepleegde bedrog bestaat hierin, dat men eene min of meer groote hoeveelheid water toevoegt aan de boter. De wet geeft aan de Regeering, wel is waar, wapens in de hand, doch alleen op theoretische wijze. De boter, die meer dan 18 t. h. water, kaasstof en melksuiker bevat, mag niet verkocht worden, tenware zij, voor den verkoop in het klein, verpakt zij in omhulsels van papier of karton, door kruiskoorden gebonden, met stempel en lood.

Die pakken moeten een gedrukt opschrift dragen, waarop vermeld staan de aard en de juiste hoeveelheid van de zelfstandigheden andere dan de vetstof en het zout die in de boter voorkomen. Doch de vervalschers hebben talrijke en gemakkelijke middelen gevonden om, in elk geval, bedrog te plegen, inzonderheid op de volgende wijze : zij leven de voorschriften van het koninklijk besluit na, maar, wanneer zij de koopwaar afleveren, nemen zij het opschrift voorzichtig weg, zoodat de koper bijna altijd niet weet dat hij een product van minder waarde kocht tegen den prijs van zuivere boter.

Het doel dezer regeling was, niet den verkoop van waterboter toe te laten, doch den verkoop niet te beletten van boter die, door een toevallig gebrek in de bereiding, niet voldoende van water of karnemelk kon ontdaan zijn. Dit doel werd niet bereikt, vermits de boterbereiders in 't klein, die men niet wilde benadeelen, niet in staat zijn om aan die vereischen van inpakking te voldoen.

De vervalschers, die nauwkeurig weten hoeveel niet-boter er in hunne producten voorkomt, maakten daarvan op schrandere wijze en in groote mate gebruik; ze zijn erin geslaagd, aan de boter toe te voegen een hoeveelheid water die 50 t. h., ja 60 t. h. kan bedragen en gewoonlijk 35 t. h. bereikt.

Dit bedrog, dat al te vaak voorkomt, dient een einde te nemen. Dezen uitslag wilde men bereiken door aan artikel 11 een nieuwe paragraaf toe te voegen, luidende :

« De boter met water gemengd of waarin men opzettelijk te veel water » heeft gelaten ».

Maar wat zal de grens zijn en wie zal ze bepalen? Daarvan spreekt men niet!

De Middenafdeeling meende dat men verder moest gaan en deze grens bepalen door de wet zelf.

Men bracht daartegen in, dat dit stelsel voor bezwaar heeft, de vrijheid van handel te schenden, wat in strijd zou zijn met den geest der wet van 1890, welke deze vrijheid huldigt.

De Middenafdeeling deelde in deze meening niet. De vrijheid moet niet onbegrensd zijn; overigens, artikel 1 der wet van 1890 huldigt die beperking dezer vrijheid « met het doel, het bedrog en de vervalsching te » beletten »:

Trouwens, men begrijpt moeilijk welk belang een verbruiker er bij hebben mocht, een vervalscht product aan te koopen zelfs tegen betrekkelijk lageren prijs.

Nu, uit de ondervinding is gebleken, dat men dit product van minder waarde steeds aankoopt tegen den prijs van onberispelijke koopwaar. De koper, dien de wet tot plicht heeft te beschermen, is dus onvermijdelijk het slachtoffer van den weinig eerlijken handelaar.

De Middenafdeeling stelt voor, het minimum watergehalte te bepalen op 15 t. h.

Dit maximum schijnt hoog genoeg, vermits de boterbereiders in 't klein er zonder moeite, met een eenvoudigen handenarbeid, in zullen slagen, de boter te ontdoen van het water en de karnemelk, waarvan de hoeveelheid 15 t. h. overschrijdt.

Littera D zal dus luiden als volgt :

De boter houdende meer dan 15 t. h. water.

§ E. — De Middenafdeeling paste hetzelfde beginsel toe, wat aangaat het gehalte aan zelfstandigheden, andere dan vetstof, zout of water. Dit maximum-gehalte werd bepaald op 2 t. h.

De tekst van paragraaf E zal dus luiden :

« De boter houdende, hetzij door een gebrek van bereiding of anderszins, meer dan 2 t. h. zelfstandigheden, andere dan de vetstof getrokken uit melk, zout of water. »

De Middenafdeeling nam echter eene uitzondering aan voor de bederfwerende stoffen : in geen geval zal de boter soortgelijke stoffen mogen bevatten, hoe gering de hoeveelheid daarvan ook zij. Inderdaad, de Regeering dient gewapend te zijn om volkomen te beletten den invoer van vreemde boter, die werd bewaard door middel van bederfwerende stoffen, inzonderheid van de Australische boter waaraan is toegevoegd borax of boorzuur. Deze bepaling is in 't belang van de volksgezondheid.

Aan paragraaf E zal bijgevolg toegevoegd worden :

« De boter mag, in geen geval, bevatten eenige bederfwerende stof, hoe klein de hoeveelheid daarvan ook zij. »

Moet men voor de margarine ook het maximum-watergehalte bepalen ?

Men bracht daartegen in, dat margarine eene koopwaar is, op zulke veranderlijke wijze vervaardigd dat men haar wel een « fantasieproduct » noemen mag. Zij wordt overigens omschreven, bij artikel 2, in de volgende bewoordingen : « Elke tot de voeding geschikte zelfstandigheid die, ten » opzichte van de uiterlijke kenteekenen, op boter gelijk. » Het ware moeilijk, tegenover zulke algemeene omschrijving zeer nauwkeurig te zijn. De Middenafdeeling was dus van meening dat, in dien zin, niets nieuws diende te worden ingevoerd.

ART. 12.

De Middenafdeeling keurde zonder aanmenking goed het toevoegen van de woorden : « *en in de lokalen voor boterbereiding* » ; zij dienen niet eens gerechtvaardigd te worden.

ART. 15.

Eerste lid. — De Middenafdeeling keurt het toevoegen van het woord : « invoeren » goed ; reeds vroeger keurde zij die toevoeging goed.

Op 't slot : De in artikel 11, litteras A, B, C, D en E, aangeduide voortbrengselen :

a. Toe te voegen het woord : « invoeren » ;

1^o b. De in artikel 11, litteras A, B, C, D, E, aangeduide voortbrengselen.

2^o « Zij, die de bepalingen van de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, overtreden ». Artikel 11 wordt inderdaad geheel en al bedoeld bij n^o 1^o van artikel 15.

Deze wijzigingen werden ingevoerd om artikel 15 in overeenstemming te brengen met den nieuwen tekst, en omdat de Middenafdeeling van meening was dat met dezelfde straffen dienden te worden gestraft de overtredingen van het bepaalde in al de litteras van artikel 11 ; men moet alleen onderscheiden tusschen het geval waar men zich opzettelijk en dit waar men zich te goeder trouw daaraan schuldig maakte.

Dit zijn de wijzigingen in de wet van 12 Augustus 1903, zooals zij voortspruiten uit de beraadslagingen van de Middenafdeeling ; deze verzoekt de Kamer, ze te willen goedkeuren.

De Verslaggever,

J. MAES.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 3.

Rédiger cet article comme il suit :

Les mélanges de margarine, de graisses alimentaires ou d'autres matières grasses et de beurre (1) sont interdits. Toutefois, la margarine destinée à la vente peut contenir jusqu'à 10 p. c. de matière grasse provenant du lait.

ART. 6.

Compléter le texte comme il suit :

La margarine ou les graisses alimentaires importées ou sortant des fabriques ou des dépôts des marchands de gros, seront expédiées ou livrées dans des récipients dont la matière, les formes, les dimensions et les marques sont déterminées par arrêté royal.

Toutes les faces de ces récipients porteront l'inscription « margarine » ou « graisse alimentaire », tracée en caractères distincts d'au moins deux centimètres de hauteur, ainsi que le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant ou du marchand.

Pour le commerce du détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de cet emballage seront réglés par arrêté royal.

(1) Les mots : « faits en vue du commerce » sont supprimés.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 3.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Het vermengen (1) van margarine, voedende vetwaren of andere vetstoffen met boter is verboden. De voor den verkoop bestemde margarine mag echter tot 10 t. h. vetstof, voortkomende van melk, bevatten.

ART. 6.

Den tekst aan te vullen als volgt :

Margarine of voedende vetwaren, ingevoerd of komende uit fabrieken of uit bergplaatsen van kooplieden in 't groot, worden verzonden of geleverd in verpakkingen waarvan de stof, de vorm, de afmetingen en de merken bij koninklijk besluit worden bepaald.

Deze verpakkingen dragen aan alle zijden het opschrift « margarine » of « voedende vetwaar », met goed te onderscheiden letters van ten minste twee centimeter hoogte, benevens den naam of de firma en het adres van den fabrikant of van den koopman.

Voor den handel in 't klein wordt de verkoop van margarine of voedende vetwaren niet anders toegelaten dan in toegebonden en met lood verzegelde pakken. De bijzonderheden van deze verpakking worden bij koninklijk besluit geregeld.

(1) De woorden : « met het oog op den handel » vervallen.

ART. 7.

Ajouter in fine la disposition suivante :

La détention d'appareils pouvant servir uniquement à opérer des falsifications, par addition au beurre de matières grasses ou d'eau, est interdite.

ART. 9.

Rédiger cet article comme il suit :

Tous les récipients ou enveloppes dans lesquels les margarines ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente, etc. (Le reste comme à l'article.)

ART. 11.

Modifier cet article comme il suit :

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, transportés, mis en vente, débités, exposés en vente, détenus pour la vente ou pour la livraison dans les magasins, boutiques, échoppes ou tout autre lieu :

A. La margarine et les graisses alimentaires mentionnées au premier et au deuxième alinéas de l'article 2 qui ne satisfont pas aux conditions fixées en vertu de l'article 5;

B. Tout mélange de beurre et de matière grasse quelconque, sauf la tolérance admise par le dernier alinéa de l'article 3.

C. Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices les margarines et les graisses alimentaires destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres pro-

ART. 7.

Aan 't slot de volgende bepaling toe te voegen :

Het in bezit hebben van toestellen, enkel kunnende dienen tot het bewerken van vervalschingen, door toevoeging van vetstoffen of water aan de boter, is verboden.

ART. 9.

Dit artikel te doen luiden als volgt:

Alle vaten of omhulsels, waarin margarine of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gezet, of bewaard om verkocht of geleverd te worden, enz. (Het overige zooals in het artikel.)

ART. 11.

Dit artikel aldus te wijzigen :

Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, vervoerd, te koop gezet, in 't klein verkocht, uitgesteld, voor den verkoop of voor de levering bewaard in magazijnen, winkels, kramen of eenig ander lokaal :

A. De margarine en de voedende vetwaren, vermeld in het 1^{ste} en 2^{de} lid van artikel 2, die niet voldoen aan de uit kracht van artikel 5 bepaalde vereischten ;

B. Elk mengsel van boter met eenige vetwaar, behoudens hetgeen is toegelaten door het laatste lid van artikel 3;

C. De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende vetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands als voor den uitvoer, te mengen met herkenningmiddelen, als-

venant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté, émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées par les deux alinéas ci-dessus pourront être arrêtés à la frontière, jusqu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification, ou que le certificat de pureté aura été altéré;

D. Les beurres contenant plus de 15 p. c. d'eau.

E. Les beurres renfermant, soit par suite d'un défaut de fabrication ou autrement, plus de 2 p. c. de substances autres, que la matière grasse extraite du lait, le sel ou l'eau.

Le beurre ne pourra, en aucun cas, contenir aucune substance antiseptique, quelque minime qu'en soit la quantité (1).

ART. 13.

Modifier cet article comme il suit :

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 fr. à 200 fr. ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sciemment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis

mede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.

Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van zuiverheid, afgegeven door een dienst van contrôle, door de Regearing of onder haar toezicht ingericht.

De boter, voldoende aan de vereischten gesteld in de twee bovenstaande alinéas, mag aan de grens, tot na onderzoek, worden opgehouden, wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van zuiverheid werd vervalscht;

D. De boter houdende meer dan 15 t. h. water;

E. De boter houdende, hetzij door een gebrek van bereiding of anderszins, meer dan 2 t. h. zelfstandigheden, andere dan de vetstof getrokken uit melk, zout of water.

De boter mag, in geen geval, bevatten eenige bederfwerende stof, hoe klein de hoeveelheid daarvan ook zij (1).

ART. 13.

Dit artikel aldus te wijzigen :

Zij, die de voortbrengselen, in litteras A, B, C, D, E van artikel 11 aangeduid, willens en wetens invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoeren, te koop zetten, verkopen, slijten, uitstallen, voorhanden

(1) Le litt. F est supprimé.

(1) Litt. F vervalt.

en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison des produits indiqués aux lettres A. B. C. D. E. de l'article 11 (1).

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera (2) et inséré, en entier ou par extraits, dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

Les dispositions de l'article 7 de la loi du 4 août 1890 sont applicables à l'exécution des dispositions de l'article 12.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par les lettres A. B. C. D. E. de l'article 11 (3) et par l'article 12.

Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :

1° Ceux qui, de bonne foi, auront importé (4), mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués à l'article 11, lettres A. B. C. D. E.

hebben om te worden verkocht of geleverd (1), worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank, of met slechts ééne van deze straffen.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeling wegens eene overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat, op kosten van den veroordeelde, het vonnis zal worden aangeplakt op de plaatsen door haar aan te wijzen (2), en, geheel of gedeeltelijk, opgenomen in bladen, eveneens door haar aan te duiden.

De bepalingen van artikel 7 der wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de uitvoering der bepalingen van artikel 12.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij letters A, B, C, D, E van artikel 11 (3) en bij artikel 12.

Met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 worden gestraft :

1° Zij die, te goeder trouw, de in artikel 11, letters A, B, C, D, E, aangeduide voortbrengselen invoeren (4), te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd;

(1) Les mots : « *et ceux qui auront contrevenu aux alinéas 2 et 3 de l'article 7* » sont supprimés.

(2) Les mots : « *pendant un temps qu'il déterminera* » sont supprimés.

(3) Les mots : « *par les alinéas 2 et 3 de l'article 7* » sont supprimés.

(4) Le mot : « *transporté* » est supprimé.

(1) De woorden : « *alsmede zij, die de alinéas 2 en 3 van artikel 7 overtreden* », vervallen.

(2) De woorden : « *gedurende een tijd dien zij bepaalt* » vervallen.

(3) De woorden : « *bij letters 2 en 3 van artikel 7* » vervallen.

(4) Het woord : « *vervoeren* » vervalt.